



6^e édition des Entretiens de Rungis



Cette note a été rédigée dans
le respect des procédures
Qualité de TNS Sofres.

Elle a été validée par :
Guénaëlle Gault
Directrice de département



Note de synthèse

Sommaire

Auteurs TNS SOFRES

Guénaëlle Gault
Julie Gaillot
Pierre Jouglu

Date : 20 septembre 2011
18R117 I © TNS

Alors que les élections présidentielle et législatives approchent, la Semmaris, société gestionnaire du Marché International de Rungis, a résolument souhaité inscrire l'édition 2011 des entretiens de Rungis dans les débats de la campagne électorale, autour du thème **2012 : quel cap pour l'agriculture et l'alimentation ?** La Semmaris a sollicité TNS Sofres pour conduire une étude sur le regard que portent les Français sur l'agriculture et l'alimentation, ainsi que sur les régulations et les actions politiques qu'ils attendent dans ces domaines. L'enquête a été réalisée en **face-à-face** au domicile des personnes interrogées par le réseau des enquêteurs de TNS Sofres. Le terrain de l'enquête s'est déroulé du **27 au 30 mai 2011**, auprès d'un **échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas - sexe, âge, profession du chef de ménage - et stratification par région et catégorie d'agglomération)**.

Quel(s) visage(s) pour le monde agricole ?

Décidemment, l'attachement des Français à leur agriculture ne se dément pas : 95% des Français jugent qu'il s'agit d'un secteur important pour l'économie, 93% qu'il nécessite d'avoir l'esprit d'entreprendre, 93% que le niveau de savoir-faire y est très important, 90% que les professionnels y ont à cœur de fournir un travail de qualité, 81% qu'il s'agit d'un secteur moderne et 73% qu'il véhicule une image positive de la France à l'étranger. Mais si l'agriculture fait figure de pilier de l'économie française, il ne s'agit pas moins d'un **colosse aux pieds d'argile** : les Français reconnaissent à ce titre que ce secteur rencontre actuellement des difficultés (94% sont d'accord avec cette assertion), que les conditions de travail y sont difficiles (89%) et que l'on y travaille davantage qu'ailleurs (85%), pour des niveaux de revenus inférieurs à la moyenne (70%).

Au global **82% des Français ont une bonne image de l'agriculture**, contre 16% qui en ont une mauvaise. Une excellente image, mais qui manque légèrement d'intensité : seul un Français sur sept (14%) en a une *très bonne image* (68% en ont une bonne image). De sorte qu'il apparaît légitime de s'interroger sur la connaissance qu'ont les Français du monde agricole, et sur laquelle ils fondent leur jugement.

Or il apparaît que **les Français sont incapables de dresser un constat clair et franc sur la situation de l'agriculture française**. L'opinion se montre structurellement divisée sur la plupart des sujets sur lesquels nous l'avons sollicitée :

- 4 Français sur 10 (40%) pensent ainsi que les conditions de travail des agriculteurs se sont *améliorées* au cours des dernières années, contre 4 sur 10 (37%) qui pensent qu'elles se sont *détériorées* (16% pensent qu'elles *n'ont pas changé* et 7% ne s'expriment pas)
- Un tiers des Français (30%) pensent que l'image des agriculteurs dans la société s'est *améliorée*, contre un tiers (33%) qui pensent qu'elle s'est *détériorée* et un troisième tiers (31%) qui pensent qu'elle *n'a pas changé*
- Un cinquième des Français (19%) pensent que l'influence politique des agriculteurs s'est *améliorée*, un tiers (36%) qu'elle s'est *détériorée* et un tiers (33%) qu'elle *n'a pas changé*

Ces réponses témoignent de **l'absence d'un constat collectif, transverse, partagé par l'opinion et qui refléterait la réalité de la situation du monde agricole, ses enjeux, ses évolutions majeures**.

Autres signes de cette méconnaissance du domaine agricole : une vraie imprécision sur la balance commerciale. Près d'un tiers des Français (29%) ne sont pas *d'accord* avec l'assertion « la France exporte plus de produits agricoles qu'elle n'en importe », contre 38% qui sont *d'accord* et 33% qui ne répondent pas. Le constat est aussi partagé sur l'autosuffisance en produits agricoles : 53% des Français considèrent que la France est autosuffisante, contre 35% qui expriment l'opinion inverse.

Enfin les Français peinent à se faire une religion quant au rapport qu'entretiennent les agriculteurs avec l'environnement : 48% considèrent ainsi que ces derniers *utilisent de plus en plus de pesticides* (contre 42%), tandis que 40% jugent que *la plupart d'entre eux respectent l'environnement* (contre 54%).

Quelles régulations pour l'agriculture et l'alimentation des citoyens ?

À cette absence de constat clair sur la situation agricole s'ajoute une compréhension limitée des enjeux politiques sous-jacents. Ainsi **les Français semblent encore incapables de se positionner vis-à-vis de la Politique Agricole Commune (PAC)**, pourtant une des plus anciennes et des plus importantes politiques communes de l'Union Européenne : un quart des Français (24%) jugent qu'il s'agit plutôt d'une *opportunité* pour l'agriculture française, un autre quart (29%) qu'il s'agit plutôt d'une *menace*, un autre quart encore (22%) *ni l'un ni l'autre* et un dernier quart (25%) ne se prononcent pas.

Divisés sur ce qu'il faut penser de la PAC, les Français le sont aussi sur les marges de manœuvre qu'elle laisse à l'État français : 44% estiment que *le Gouvernement a réellement les moyens d'agir sur la situation agricole de la France même si la politique agricole est en grande partie décidée au niveau européen*, contre 46% qui estiment que *le Gouvernement n'a pas réellement les moyens d'agir car la dimension européenne de l'agriculture est trop importante*.

De sorte qu'en matière de politique agricole, les Français sont à la fois divisés sur les bienfaits de la PAC et sur les marges de manœuvre du Gouvernement dans ce contexte ; difficile avec aussi peu de lisibilité de proposer une action et un message politiques qui satisfassent les citoyens en matière d'agriculture et d'alimentation.

Or les Français sont en attente de régulation dans ces domaines, et notamment autour d'un point de crispation majeur : les prix.

83% des Français considèrent ainsi que la situation en ce qui concerne les prix des produits issus de l'agriculture française s'est détériorée par rapport à il y a une dizaine d'années. Parallèlement 41% en disent autant du **goût** des produits (contre 33% qui pensent qu'il n'a pas changé et 21% qu'il s'est amélioré), et 33% de la **qualité** des produits (contre respectivement 29% et 34%). De sorte que le **rapport qualité-prix** est pris en ciseau, entre une dégradation perçue de la qualité et des prix ; et de fait, 70% des Français pensent aujourd'hui qu'il s'est *détérioré* ces dernières années, contre 12% qui pensent qu'il *n'a pas changé* et 13% qu'il s'est *amélioré*.

Quelques points de satisfaction néanmoins : 68% des Français jugent que la **diversité** et le **choix** des produits se sont *améliorés*, 58% dressent le même constat en ce qui concerne la **facilité pour se les procurer** et 51% pour la **sécurité alimentaire**. L'**aspect** (46%) et leur **durée de conservation** (39%) sont deux autres motifs de satisfaction, quoique moins prégnants dans les jugements.

Mais tous ces critères sont relégués au second rang lorsque la décision d'achat est effectuée : **83% des Français disent en effet faire le plus attention au prix des produits alimentaires au moment de l'achat** (+5 points en 3 ans*), loin devant la *date de péremption* (65%, -6), la *provenance* ou la composition des produits.

Pour autant le rapport des Français au prix ne se résume pas à une équation à une inconnue :

- **La qualité des produits constitue un facteur qui peut radicalement changer la perception des prix des produits frais.** À preuve, si la moitié (52%) des Français jugent que *les produits frais de qualité coûtent cher et que leur prix n'est pas justifié*, un tiers (32%) considèrent en revanche qu'*ils coûtent cher mais que leur prix est justifié*, et 13% qu'*ils ne coûtent pas si cher que ça* ; soit près d'une moitié de Français (45%) qui ne considèrent pas que le prix des produits frais de qualité soit illégitime.
- Une perception de consommateurs à mettre également en regard de l'**empathie dont font preuve les citoyens à l'égard des agriculteurs** : **60% d'entre eux considèrent que c'est la difficulté de vendre les produits agricoles au juste prix qui constitue la principale difficulté du monde**

* Rappels étude réalisée pour l'ANIA les 20 et 21 février 2008

(Méthodologie rigoureusement identique : échantillon de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus interrogées en face à face)

agricole. *Le faible pouvoir de négociation des agriculteurs face aux distributeurs ou aux industriels ainsi que la concurrence des autres pays, qui eux aussi sont sources de baisse des prix de vente pour les producteurs, sont également cités par 50% des Français, loin devant le problème du pouvoir d'achat des consommateurs (35%).*

Le paradoxe est donc patent : en tant que consommateurs, les Français considèrent qu'ils paient trop chers des produits dont la qualité se dégrade. En revanche ils sont davantage prêts à mettre le prix pour des produits de qualité, et considèrent en tant que citoyens que les agriculteurs ne peuvent pas vendre leurs produits au juste prix.

Aussi **les Français en appellent-ils massivement à une intervention de l'État** : trois quarts d'entre eux (77%) estiment que *l'État français doit aider les producteurs à fixer leurs prix face aux distributeurs*, contre 14% qui jugent qu'on *doit laisser les prix se fixer librement*.

Les Français attendent aussi l'État sur la promotion d'une alimentation saine et équilibrée – ce alors qu'il joue déjà un grand rôle dans ce domaine. Considérant d'une part que « bien manger » revient à manger *équilibré (73%) et sain (73%)*, sans oublier de *se faire plaisir (48%)* et d'autre part qu'il y a de plus en plus d'obèses en France (87% sont *d'accord* avec cette assertion), une majorité (53%) de Français jugent que *les pouvoirs publics ne sensibilisent pas assez les Français sur l'importance d'une alimentation équilibrée*.

Demain quelle politique pour l'agriculture et l'alimentation en France ?

Alimentation et agriculture sont donc deux domaines sur lesquels les Français interpellent les politiques, et qui vont peser sur la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 : respectivement 30% et 18% des Français jugent qu'il s'agit de questions *prioritaires* dans cette optique, 59% et 70% les jugeant *importantes*.

Pour autant et à date, la politique agricole n'apparaît pas exactement en ligne avec les attentes des citoyens :

- Tout d'abord, **les Français peinent à identifier les priorités du Gouvernement en la matière** et hésitent entre la sécurité alimentaire (72% pensent qu'il s'agit d'une priorité, dont 25% *tout à fait*), l'approvisionnement de la France (72% pensent qu'il s'agit d'une priorité, dont 23% *tout à fait*), la qualité des produits agricoles (respectivement 69% et 24%) et enfin assurer une industrie agro alimentaire forte (65%, 20%)
- Outre ce manque de lisibilité de l'action politique, un vrai **décalage est observable entre les priorités du Gouvernement telles qu'elles sont perçues par les Français et celles des Français eux-mêmes** :
 - Les Français mettent en effet l'accent sur des objectifs sur lesquels le Gouvernement ne serait pas au rendez-vous :
 - **S'assurer que les consommateurs aient des prix raisonnables pour les produits alimentaires** : 3^e priorité pour les Français, 9^e priorité perçue du Gouvernement
 - **Assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs** : 4^e priorité pour les Français, 11^e priorité perçue du Gouvernement
 - En revanche le Gouvernement et les Français sont en ligne sur **la sécurité alimentaire** (respectivement 1^{ère} et 2^e priorité), **et l'assurance de la qualité** (3^e et 1^{ère} priorité)

Face à ce découplage se pose donc la question des leviers que peut employer la force publique pour la politique de demain. Deux pistes émergent :

- **La valorisation de la Marque France** : la *provenance* des produits semble en effet s'imposer comme critère d'achat majeur pour les consommateurs. Encore reléguée à la 3^e place derrière le prix et la DLC, elle est tout de même citée par 45% des Français et surtout marque une augmentation de 11 points en 3 ans*. De sorte que les Français donnent une vraie prime aux produits hexagonaux : 69% jugent qu'à *qualité équivalente, on devrait privilégier les produits alimentaires français, quitte à les payer plus cher*, contre 23% qui estiment qu'à *qualité équivalente il est normal que l'on se tourne vers l'importation*.
- **La valorisation de la gastronomie française** : principalement qualifiée de *savoureuse* (49%), *traditionnelle* (43%) et *variée* (34%), la gastronomie française mérite aux yeux d'une large majorité de Français (61%) le statut d'exception culturelle. À tel point que France et gastronomie semblent intimement liés dans l'opinion : 94% des Français sont ainsi *d'accord* avec l'assertion « la France est le pays de la gastronomie ».

* Rappels étude réalisée pour l'ANIA les 20 et 21 février 2008

(Méthodologie rigoureusement identique : échantillon de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus interrogées en face à face)